

### **L'uniforme scolaire : l'habit ne fait décidément pas l'école !**

Il y a deux ans, l'uniforme scolaire faisait l'objet d'une communication ministérielle particulièrement enthousiaste. Présenté comme un levier susceptible d'améliorer le climat scolaire, de renforcer la cohésion entre élèves, de réduire les inégalités visibles ou encore de recréer un sentiment d'appartenance, le sujet avait occupé une place considérable dans le débat public.

A entendre certains discours de l'époque, il ne manquait presque qu'un écusson sur une veste pour résoudre une partie des difficultés de l'École.

Cependant, l'évaluation menée par la Depp (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) en 2025 et rendue publique le 12 mai 2026, ramène brutalement le débat à une réalité beaucoup plus terre à terre. Le constat est clair : les effets de l'uniforme sur les comportements, les apprentissages et les relations entre élèves restent limités. Plus encore, l'étude souligne que les relations sociales entre élèves ne reposent pas uniquement sur des différences vestimentaires et que la tenue commune ne transforme pas, à elle seule, les mécanismes plus profonds qui structurent les rapports entre jeunes.

En somme, les difficultés scolaires, les tensions entre élèves ou les problèmes de climat scolaire ne disparaissent pas simplement parce que tout le monde porte le même sweat-shirt. Voilà une conclusion qui ne surprendra probablement aucun enseignant de terrain.

L'étude met également en évidence un décalage intéressant : là où les adultes voient un outil de cohésion, les élèves perçoivent souvent une contrainte supplémentaire, voire parfois un simple outil de communication institutionnelle. Certains établissements du second degré signalent même des tensions nouvelles liées à son application.

Et pendant que l'on débattait longuement des couleurs, des logos, des coupes et des modalités d'application, les difficultés majeures de l'École, elles, n'ont pas disparu : manque de personnels, crise de recrutement, violences scolaires, perte d'attractivité du métier, difficultés sociales croissantes ou encore remise en cause de l'autorité des enseignants.

Le SYNEP CFE-CGC n'a jamais considéré l'uniforme comme une réponse miracle. Qu'un établissement fasse librement ce choix dans le cadre d'un projet éducatif spécifique peut parfaitement se concevoir mais ériger ce sujet en priorité nationale a surtout donné le sentiment d'un ministère cherchant un symbole fort plutôt qu'une réponse de fond.

Une École ne se (re)construit pas à coups d'effets visuels et elle ne retrouvera ni son autorité ni sa sérénité grâce à un vêtement identique pour tous.

Le SYNEP CFE-CGC rappelle que ce dont l'École a besoin aujourd'hui, ce ne sont pas de nouvelles mesures d'affichage, mais de décisions concrètes, de stabilité, de moyens et d'un véritable soutien aux personnels.

**Deux ans après le lancement de l'expérimentation, le bilan apparaît finalement assez ironique : beaucoup de communication, beaucoup de promesses... et un résultat qui semble, lui, beaucoup plus « uniforme » que prévu !**

**Sylvie TUROWSKI**

### Établissements privés sous contrat avec l'État

#### Contrôles dans l'enseignement privé : transparence ou écran de fumée ?

Après le scandale de Bétharram, le ministère de l'Éducation nationale (et plus précisément Elisabeth Borne avec son vaste plan « Brisons le silence, agissons ensemble ») avait promis une vague de contrôles « sans précédent » dans les établissements privés sous contrat. L'annonce se voulait forte, presque exemplaire, après des décennies marquées par une quasi-absence d'inspections dans ce secteur.

Un an plus tard, le bilan interroge sérieusement car derrière les effets d'annonce, la réalité est bien moins reluisante. Les enquêtes récentes de *Mediacités* révèlent une situation pour le moins préoccupante : des rapports d'inspection difficilement accessibles, transmis au compte-gouttes, et surtout... largement « caviardés ». Dans l'académie de Lyon par exemple, sur 41 établissements contrôlés, seuls huit rapports ont été communiqués, vidés de toute substance. **Les remarques, les préconisations et les éventuelles sanctions... tout ou presque a été effacé !**

Autrement dit, on contrôle... mais on ne montre rien. Cette opacité pose alors une question simple : à quoi servent ces contrôles si leurs conclusions restent invisibles ?

Le ministère affiche une volonté de fermeté et de transparence, mais dans les faits, il organise une communication verrouillée. Bien évidemment, cette contradiction nourrit la suspicion et affaiblit la crédibilité de l'institution. On ne peut pas, d'un côté, annoncer des inspections massives pour rassurer l'opinion et, de l'autre, priver les acteurs de toute visibilité sur leurs résultats.

En procédant ainsi, le ministère prend un risque majeur qui est celui de jeter le discrédit sur l'ensemble de l'enseignement privé sous contrat. L'absence de transparence ne protège pas, elle alimente les fantasmes et elle laisse planer le doute, y compris sur les établissements qui respectent pleinement leurs obligations.

Le SYNEP CFE-CGC est ennuyé face à ce double discours ! Les contrôles sont nécessaires et ils doivent être renforcés mais ils doivent surtout être assumés et rendus lisibles. A défaut, ils deviennent un simple outil de communication politique.

Nous refusons ce hiatus qui consiste à afficher la rigueur tout en organisant l'opacité. L'enseignement privé sous contrat fait partie du service public d'éducation il mérite donc un traitement équitable, clair et transparent.

Et si nous sortions de cette logique de façade ? La transparence doit s'appliquer pleinement, sans filtre ni censure excessive, dans le respect des personnes mais aussi du droit à l'information.

**Le SYNEP CFE-CGC appelle le ministère à assumer ses choix : soit les contrôles sont utiles, et leurs résultats doivent être rendus publics de manière intelligible, soit ils ne sont qu'un affichage, et il faut avoir le courage de le reconnaître.**

Dans un contexte déjà tendu entre enseignement public et privé, jouer avec la transparence est une faute. Stop aux coups d'annonces qui mettent à mal la confiance : nous voulons des actes, de la cohérence et du respect des acteurs de terrain.

Sylvie TUROWSKI